

— M. DEMBELE Abdoulaye Lamine, mle 266 428-H, administrateur des Services financiers, directeur des Affaires financières du ministère du Tourisme ;

— M. GOUREY Hugues Alain, mle 210 003-F, administrateur des Services financiers, directeur des Affaires financières du Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;

#### *Au titre de la Présidence de la République*

— M. AMAN Ghislain Serges, mle 331 258-P, administrateur des Services financiers, directeur des Affaires financières du ministère d'Etat chargé du Dialogue politique et des Relations avec les Institutions ;

— M. BOKO Nestor Aka, mécano 2415, colonel de l'Armée, directeur des Affaires financières du ministère auprès du Président de la République, chargé de la Défense.

Art. 2. — Les intéressés auront droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. — Le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 25 janvier 2017.

Alassane OUATTARA.

#### *DECRET n° 2017-54 du 25 janvier 2017 portant nomination du directeur de Cabinet du ministre des Transports.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des Transports,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut général de la Fonction publique et ses textes subséquents d'application ;

Vu le décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois, tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 2003-412 du 30 octobre 2003 fixant les modalités d'application de la loi n° 2002-43 du 21 janvier 2002 portant Statut du corps préfectoral, tel que modifié par le décret n° 2007-605 du 8 novembre 2007 ;

Vu le décret n° 2011-401 du 16 novembre 2011 portant organisation du ministère des Transports, tel que modifié par le décret n° 2015-18 du 14 janvier 2015 ;

Vu le décret n° 2015-17 du 14 janvier 2015 portant organisation du Cabinet ministériel ;

Vu le décret n° 2017-12 du 11 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 12 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — M. SORO Bakary Daufanguy Benjamin, administrateur civil, préfet hors grade, mle 158 550-K, est nommé directeur de Cabinet du ministre des Transports.

Art. 2. — L'intéressé aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. — Le ministre des Transports, le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 25 janvier 2017.

Alassane OUATTARA.

#### *DECRET n° 2017-55 du 25 janvier 2017 portant nomination du directeur de Cabinet du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 70-486 du 3 août 1970 portant établissement des emplois supérieurs de l'Etat ;

Vu la loi n° 2002-43 du 21 janvier 2002 portant Statut du corps préfectoral ;

Vu le décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois, tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 98-740 du 22 décembre 1998 fixant les grades minima d'accès à certaines fonctions de l'Etat ;

Vu le décret n° 2003-412 du 30 octobre 2003 fixant les modalités d'application de la loi n° 2002-43 du 21 janvier 2002 portant Statut du corps préfectoral ;

Vu le décret n° 2015-17 du 14 janvier 2015 portant organisation du Cabinet ministériel ;

Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — M. KOFFI Gnalhey Marc Ephrem, mle 361 653-R, secrétaire général de préfecture, est nommé directeur de Cabinet du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale.

Art. 2. — L'intéressé aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. — Le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le ministre de l'Economie et des Finances assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 25 janvier 2017.

Alassane OUATTARA.

#### *DECRET n° 2017-148 du 1<sup>er</sup> mars 2017 portant modalités du contrôle médical de la Couverture Maladie universelle.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale et du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 99-476 du 2 août 1999 portant définition et organisation des Institutions de Prévoyance sociale ;

Vu la loi n° 2014-131 du 24 mars 2014 instituant la Couverture Maladie universelle ;

Vu le décret n° 2014-395 du 25 juin 2014 portant création de l'Institution de Prévoyance sociale dénommée « Caisse nationale d'Assurance Maladie », en abrégé IPS-CNAM ;

Vu le décret n° 2016-865 du 3 novembre 2016 fixant la nomenclature des maladies, des problèmes de santé connexes et des actes de santé ;

Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — Le présent décret a pour objet de fixer les modalités du contrôle médical de la Couverture Maladie universelle exercé par l'IPS- CNAM.

Art. 2. — Le contrôle médical exercé par l'IPS-CNAM a pour objet notamment :

- de vérifier la conformité des prescriptions et de la dispensation des soins médicalement requis ;
- de vérifier la validité des prestations au plan technique et médical ;
- de constater, le cas échéant, les abus et fraudes en matière de prescription, de soins et de facturation.

Art. 3. — Le contrôle médical s'exerce notamment dans les domaines suivants :

- le suivi et le contrôle de la qualité des services rendus par les prestataires de soins de santé et l'observation de leur conformité avec l'état de santé de l'assuré de la Couverture Maladie universelle ;
- la coordination entre les différents intervenants en vue de garantir une prise en charge adéquate des prestations de soins de santé fournies aux assurés de la Couverture Maladie universelle ;
- le suivi de l'évolution des dépenses de santé des assurés de la Couverture Maladie universelle ;
- l'émission d'avis concernant la prise en charge des prestations de soins de santé soumises à l'accord préalable de l'IPS-CNAM.

Le contrôle médical s'exerce sur pièces ou sur place. Les délais dans lesquels s'exerce le contrôle médical sont précisés par une convention qui doit être approuvée par le ministre chargé de la Protection sociale.

Art. 4. — Sont soumis au contrôle médical :

- l'assuré de la Couverture Maladie universelle ;
- le prestataire de soins de santé conventionné avec l'IPS-CNAM ;
- l'organisme gestionnaire délégué chargé par l'IPS-CNAM de liquider les prestations de la couverture maladie universelle.

Art. 5. — Le contrôle médical est exercé par les praticiens, conseils agréés par l'IPS-CNAM, ci-après :

- médecins-conseils ;
- pharmaciens-conseils ;
- chirurgiens-dentistes conseils.

Le praticien conseil chargé du contrôle médical ne peut exercer la fonction de prestataire de soins de santé de la Couverture Maladie universelle.

Art. 6. — Dans l'exercice de sa mission, le praticien-conseil peut :

- convoquer le bénéficiaire des prestations de soins de santé et le soumettre le cas échéant à l'expertise ;
- obtenir tous les renseignements se rattachant à l'état de santé du bénéficiaire des soins de santé ;
- accéder au dossier médical du bénéficiaire des prestations de soins de santé ;
- demander des éclaircissements aux prestataires de soins de santé concernant l'état de santé du bénéficiaire des prestations de soins de santé ;

— visiter les structures sanitaires pour constater les conditions de prise en charge de tout bénéficiaire des prestations de soins de santé.

Le praticien-conseil est habilité à accéder librement aux établissements sanitaires conventionnés avec l'IPS-CNAM.

L'établissement sanitaire conventionné avec l'IPS-CNAM est tenu de communiquer au praticien-conseil tous les renseignements et documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission de contrôle.

Art. 7. — Le praticien-conseil peut également procéder aux examens médicaux d'un assuré de la CMU.

Dans ces cas, les médecins traitants peuvent assister aux examens médicaux de contrôle, à la demande du bénéficiaire des prestations de soins ou du praticien-conseil chargé de ce contrôle.

Art. 8. — Si le praticien-conseil estime, après avoir recueilli l'avis du prestataire de soins de santé, que les dépenses engagées ou les prestations de soins de santé prodiguées ne sont pas appropriées à l'état de santé de l'assuré de la CMU, l'IPS-CNAM peut refuser la prise en charge financière de ces dépenses de santé.

S'il apparaît qu'un paiement a été effectué, l'IPS-CNAM procède au recouvrement des sommes indûment perçues.

Art. 9. — A l'issue du contrôle médical, le praticien-conseil transmet, sans délai, ses conclusions au directeur général de l'IPS-CNAM.

En cas de grief, le directeur général de l'IPS-CNAM prend une décision, qui est notifiée à l'assuré de la Couverture Maladie universelle ou au prestataire de soins de santé conventionné.

Art. 10. — L'assuré de la CMU ou le prestataire de soins de santé peuvent contester la décision prise par le directeur général de l'IPS- CNAM auprès du ministre chargé de la Protection sociale, qui désigne un médecin expert agréé auprès des tribunaux pour procéder à un nouvel examen.

La décision prise sur la base des conclusions du médecin expert agréé, est insusceptible de recours. Elle s'impose à l'assuré de la CMU, à l'IPS-CNAM ainsi qu'aux prestataires de soins de santé.

Art. 11. — Le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale et le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 1<sup>er</sup> mars 2017.

Alassane OUATTARA.

*DECRET n° 2017-149 du 1<sup>er</sup> mars 2017 fixant la liste des affections, des actes de médecine et de biologie et la liste des médicaments couverts par la Couverture Maladie universelle.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur rapport conjoint du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale et du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 99-476 du 2 août 1999 portant définition et organisation des Institutions de Prévoyance sociale ;

Vu la loi n° 2014-131 du 24 mars 2014 instituant la Couverture Maladie universelle ;

Vu le décret n° 2014-395 du 25 juin 2014 portant création de l'Institution de Prévoyance sociale dénommée « Caisse nationale d'Assurance Maladie », en abrégé IPS-CNAM ;

Vu le décret n° 2016-865 du 3 novembre 2016 fixant la nomenclature des maladies, des problèmes de santé connexes et des actes de santé ;